



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Citoyenneté, de la  
Légalité et de l'Environnement

Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux  
Affaire suivie par : C.M.

Marseille, le

05 FEV. 2025

**Arrêté préfectoral n°2024-8-ENREG portant enregistrement sur la demande de la société FREE PRO, en vue d'étendre l'exploitation d'un data center situé sur la commune de Marseille**

**VU** l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté du 2 mars 2023 relatif au plan national de prévention des déchets 2021-2027 ;

**VU** le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur approuvé le 26 juin 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2013 portant approbation du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie ;

**VU** le plan local d'urbanisme intercommunal du territoire Marseille Provence approuvé le 19 décembre 2019 ;

**VU** la demande présentée complète et régulière en date du 11 juin 2024 par la société FREE PRO dont le siège social est situé au 3 rue Paul Brutus, 13015 Marseille, pour l'enregistrement de l'extension d'un data center et l'installation de groupes électrogènes supplémentaires (rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Marseille et pour l'aménagement de prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

**VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

**VU** l'avis du bataillon des marins-pompiers de Marseille en date du 26 juillet 2024 sur la sécurité contre l'incendie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 13 août 2024 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**VU** l'avis de consultation du public en date du 13 août 2024 relatif aux modalités de la consultation du public au sujet de la demande d'enregistrement formulée par la société FREE PRO ;

**VU** les observations du public recueillies entre le 23 septembre et le 21 octobre 2024 inclus ;

**VU** les observations du conseil municipal de Marseille consulté entre le 23 septembre et le 21 octobre 2024 inclus ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant prolongation du délai de décision concernant la demande d'enregistrement de la société FREE PRO pour ses installations sur la commune de Marseille 13016 ;

**VU** l'avis favorable du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 29 janvier 2025, au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les demandes, exprimées par la société FREE PRO, d'aménagements des prescriptions générales de l'alinéa 2 de l'article 5 (Implantation) de l'arrêté ministériel susvisé du 3 août 2018 ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions des articles du titre 2 du présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que le bataillon des marins-pompiers de Marseille a émis un avis favorable sur la demande d'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** que le conseil municipal de Marseille a émis un avis favorable sur la demande d'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de cessation d'activité, l'exploitant est contraint de remettre en état le site tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas d'arrêt définitif de l'installation, le site sera dévolu à l'usage futur défini conformément au plan local d'urbanisme intercommunal du territoire Marseille Provence en vigueur ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de modifications du projet d'arrêté après la réunion du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 29 janvier 2025 ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département des Bouches-du-Rhône ;

## TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

#### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société FREE PRO représentée par Monsieur Stéphane LAIRAUDAT, Technical Leader Datacenter dont le siège social est situé au 3 rue Paul Brutus, 13015 Marseille, faisant l'objet de la demande susvisée du 11 juin 2024 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Marseille, au 70 chemin du Passet. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

#### ARTICLE 1.1.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

La demande vise à l'enregistrement d'une installation d'appareils à combustion classée sous la rubrique 2910.

### CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.	6 groupes électrogènes d'une puissance thermique unitaire de 4,8 MW	Puissance thermique totale : 28,8 MW
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la	6 groupes froids ayant une charge unitaire de 500 kg	DC



	<p>couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	<p>Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation : 3 000 kg</p>	
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>2 ateliers de charge avec des batteries VRLA</p> <p>Puissance maximale : 9 000 kW</p>	D
2925-2	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>4 ateliers de charge avec des batteries au lithium-ion</p> <p>Puissance maximale : 26 000 kW</p>	D
4734-1	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 2 500 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 25 000 t</i></p>	<p>5 cuves de fioul enterrées de capacité unitaire de 15 000 L</p> <p>Quantité maximale : 75 000 L</p>	NC
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel,</p>	<p>1 cuve de fioul aérienne de capacité unitaire de 12 000 L + 6 nourrices de fioul de</p>	NC

<p>gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 : 2 500 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R.511-10 : 25 000 t</i></p>	<p>capacité unitaire de 500 L</p> <p>Quantité maximale : 15 000 L</p>	
--	---	--

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Marseille	101-103-94-110	-

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

#### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 11 juin 2024.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables tenant compte des aménagements prescrits aux articles du titre 2 du présent arrêté.

### **CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF**

#### ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément dans le PLUi du territoire Marseille Provence en vigueur.

## **CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### **ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- L'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » - (Rubriques 2925-1 et 2925-2) ;
- L'arrêté du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1185.

### **ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS**

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'alinéa 2 de l'article 5 (Implantation) de l'arrêté ministériel susvisé du 3 août 2018 au 1.5.1 sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

### **ARTICLE 1.5.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## **TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

---

### **CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 5 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 3 AOÛT 2018 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2910 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

En lieu et place des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :

- 20 mètres des limites de propriété de l'installation et des établissements recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégorie, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies de circulation autres que celles liées à la desserte ou l'exploitation de l'installation, à l'exception :
  - o du groupe électrogène 3 situé à l'extérieur du data center, sur la façade Nord-Est, où la distance à respecter est de 9 mètres des limites de propriété de l'installation ;
  - o du local abritant les groupes électrogènes 4, 5 et 6, situé au rdc du data center, où la distance à respecter est de 5 mètres.
- 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation, à l'exception du groupe électrogène 3 situé à l'extérieur du data center, sur la façade Nord-Est.



## **CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 2.2.1. PRESCRIPTIONS COMPENSATRICES À L'AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 5 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 3 AOÛT 2018 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2910 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

En compensation de l'aménagement de l'alinéa 2 de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant met en place les prescriptions suivantes :

- La cuve 3 de fioul aérienne présente à proximité du GE3, sur la façade Nord-Est, est entourée d'un mur coupe-feu 2H séparant :
  - o la cuve des limites de propriété,
  - o et la cuve du GE3.
- La cuve 3 est également double peau et présente un détecteur de fuite ainsi qu'une rétention pouvant contenir 100% de la cuve en cas de fuite.
- L'ensemble des groupes électrogènes fonctionnent moins de 500 h/an et plus précisément qu'en cas de défaillance du système d'alimentation générale.

### **ARTICLE 2.2.2. PRESCRIPTIONS RENFORÇANT L'ARTICLE 18 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 3 AOÛT 2018 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DU RÉGIME DE L'ENREGISTREMENT AU TITRE DE LA RUBRIQUE 2910 DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

En compensation de l'aménagement de l'alinéa 2 de l'article 5, l'exploitant met en place les prescriptions suivantes :

- En lieu et place des dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa l'article 18 (comportement au feu) de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, le local abritant l'installation et les locaux à risque incendie ou explosion identifiés à l'article 15 du présent arrêté, présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :
  - o l'ensemble de la structure est R 120.

---

## **TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE 3.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2. PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement ou de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.512-46-11 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### ARTICLE 3.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

« 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

### ARTICLE 3.4. EXÉCUTION

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de Marseille,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

05 FEV. 2025

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale adjointe  
  
Marie-Pervenche PLAZA